



*Pyrénées Atlantiques*

[www.lechene-pyrenees-atlantiques.org](http://www.lechene-pyrenees-atlantiques.org)

[64@branche.lechene.org](mailto:64@branche.lechene.org)

## ***NOTE D'INFO JUILLET 11***

***1/Interview de Michèle ALLIOT-MARIE (Sud Ouest le 7  
Juillet)***

***2/ 3 questions à Michèle ALLIOT-MARIE, Présidente de  
l'UMP 64 (Sud Ouest le 8 Juillet)***

***3/ L'Energie : une question sociétale en Allemagne -  
par Alexandre Wattin (chargé de mission pour  
l'Allemagne)***

***4/ Diner débat à Saint Jean de luz***

## *1/Interview de Michèle ALLIOT-MARIE (Sud Ouest le 7 Juillet)*



**« Une nouvelle voie LGV, c'est une aberration »**

Pour la première fois dans nos colonnes, Michèle Alliot-Marie, la députée basque revient sur les conditions de son départ du gouvernement. Elle dit avoir tourné la page.

Alliot-Marie avait prévenu qu'elle ne parlerait pas à la presse « pendant plusieurs mois ». Fin de la trêve.

**« Sud Ouest ». Ressentez-vous un « grand vide » depuis votre départ du Quai d'Orsay ?**

Michèle Alliot-Marie. Dans les fonctions comme celles que j'ai exercées, on ne se rend compte de ce qui peut manquer qu'au moment où on s'arrête : le repos, la prise de distance, le contact avec les autres. La vie, en somme !

**Qu'avez-vous fait depuis ?**

Je me suis occupée de ma famille, notamment de ma mère, qui a très mal vécu cette période. Je siége à nouveau au Parlement et j'ai accepté les invitations de mes amis. Et j'ai recommencé à écrire, en particulier sur les classes moyennes.

**Mais pourquoi revenir sur la scène médiatique avec ce thème consensuel ?**

Ce n'est pas consensuel, c'est essentiel. Les classes moyennes ont l'impression qu'on leur demande toujours tout et qu'en retour, elles n'ont jamais rien. On ne sait pas leur

dire merci. Or, elles représentent la majorité des Français. Elles ont construit la France et font vivre notre pays. Je veux être leur avocat, d'abord pour relancer réellement l'ascenseur social, ensuite pour créer un retour lorsqu'on leur demande des efforts. Enfin, pour les défendre contre une technostructure arrogante. Quand, par exemple, on menace des gens de saisie pour des amendes qu'ils ont déjà réglées, c'est quelque chose d'insupportable.

### **Après l'affaire de la Tunisie, avez-vous des comptes à régler ?**

Après quinze ans de ministère - et l'une des plus longues longévités ministérielles, je crois -, je n'ai aucune frustration. Je ne suis pas dans cet état d'esprit.

### **Et des regrets ?**

J'avais engagé un travail de profonde modernisation du ministère pour en faire un instrument de l'influence de la France dans le monde. J'aurais aimé le finir, mais il y a eu une sorte d'emballage médiatique sur des événements où je n'ai commis aucune faute. Ma famille a été harcelée par les médias. J'ai fait le choix de démissionner pour la protéger.

### **Vous avez pourtant concédé, dans d'autres médias, que vous aviez commis quelques erreurs dans cette affaire...**

Ce sont des erreurs de communication, et non des fautes à l'égard du droit ou de l'éthique. J'ai relu tous les journaux, personne ne parlait de mouvements politiques. Il est évident que s'il y avait eu des manifestations à ce moment-là, j'aurais dit : « Non, nous n'y allons pas. » C'est vrai que je n'ai pas anticipé les questions, sachant que cela relevait de ma vie privée. J'ai répondu au fur et à mesure sans jamais mentir, mais cela a pu donner l'impression que j'avais des choses à cacher, ce qui n'était pas le cas.

### **Avez-vous été victime, selon vous, d'un acharnement médiatique ?**

J'ai été victime de ce qui arrive régulièrement en politique. Il faudra, un jour, mener une véritable réflexion sur le fonctionnement des médias.

### **Est-ce que vous ne payez pas vos relations très distantes avec ces derniers ?**

Contrairement à d'autres, je suis très respectueuse de la presse. Je n'ai jamais cherché à l'influencer. Je ne veux pas jouer à un petit jeu qui consiste à faire des indiscretions sur le Conseil des ministres, ou à dire du mal des autres. C'est peut-être pour ça qu'on me trouve distante.

### **Changeons de thème. Les opposants de la ligne à grande vitesse disent que vous êtes contre. Les partisans disent que vous êtes pour. Quelle est votre position sur le sujet ?**

Je n'ai pas changé d'avis depuis le début : je suis pour le TGV pour desservir la Côte basque. Je suis contre une ligne nouvelle. Je veux une juste utilisation des ressources publiques. C'est une question de logique et de respect vis-à-vis des citoyens. Le TGV doit s'arrêter à Bayonne et à la frontière. Entre l'utilisation de la ligne actuelle et une nouvelle ligne, on gagnera quelques secondes. Est-ce qu'il faut dépenser plus de 1,3 milliard d'euros, et probablement beaucoup plus, pour gagner quelques secondes ? C'est une véritable aberration. Aujourd'hui, je me réjouis de voir que le préfet de région considère qu'il faut attendre les études commandées par les élus avant de prendre des décisions. Alain Rousset souhaite une nouvelle ligne pour que Bordeaux soit à deux heures de Paris et à deux heures de Madrid. Ça voudrait dire que les trains ne s'arrêteraient pas à Bayonne. Ce n'est pas acceptable.

**On parle beaucoup de vous pour une candidature à Biarritz en 2014.**

N'attendez pas de moi que je dévoile mes intentions. Je ne le ferai que trois mois avant la date de l'élection concernée. J'ai toujours fait des campagnes très brèves, et cela ne m'a pas si mal réussi jusqu'à présent. Et, très franchement, je n'ai jamais parlé de Biarritz. Je ne sais pas d'où sort cette rumeur. Je n'ai pas encore arrêté de décision pour 2014. Je n'y pense même pas.

**Dernière question : où allez-vous passer vos vacances, cet été ? En Tunisie ?**

(Elle sourit.) C'est comme pour les élections, je n'ai pas encore décidé

## 2/3 questions à Michèle ALLIOT-MARIE, Présidente de l'UMP 64 (Sud Ouest le 8 Juillet)

### TROIS QUESTIONS À...



**MICHÈLE ALLIOT-MARIE**  
Présidente de l'UMP 64

Dans une interview publiée hier dans nos colonnes, la députée est revenue sur les conditions de son départ du gouvernement avant de se positionner clairement contre la LGV. Lors du même entretien, elle a également commenté les investitures données par l'UMP pour les prochaines élections sénatoriales de septembre. Extraits.

**1** L'UMP vient d'investir Michel Hiriart et Jean Castaings, pourquoi ?

L'UMP a en son sein plusieurs candidats de qualité. Elle a investi deux personnalités qui avaient une notoriété départementale et laissé le choix entre les autres candidats pour la troisième place au premier tour. Le plus important, c'est qu'au deuxième tour, les trois personnes les mieux placées à droite puissent se présenter pour gagner le maximum de postes.

**2** Vos deux fidèles lieutenants (Daniel Poulou et Peyuco Duhart) n'ont pas reçu l'investiture. Cela signifie que vous n'avez pas réussi à imposer vos hommes ?

Daniel Poulou a souhaité se retirer avant que la commission d'investiture se réunisse, la question ne s'est donc pas posée. Tous les candidats UMP sont de qualité. Je suis amie avec chacun. Peyuco Duhart, Jean Castaings, Michel Hiriart, ce n'est pas une situation très facile. Le critère a été la notoriété départementale.

**3** Est-ce que vous allez demander à Peyuco Duhart de se retirer de la campagne ?  
Non, pas du tout ! Pour le deuxième tour ? Je ne sais pas quels seront les résultats du premier tour.

Recueilli par A. D.

### *3/ L'Énergie : une question sociétale en Allemagne - par Alexandre Wattin (chargé de mission pour l'Allemagne)*



En concertation avec l'ensemble des partis politiques le gouvernement d'Angela Merkel a annoncé sa sortie du nucléaire et la fermeture de toutes ses centrales d'ici à 2022. Cette décision unilatérale inquiète les partenaires européens qui doutent de l'affirmation de la chancelière qu'elle serait en mesure de tenir ses engagements de réduction d'émissions en CO<sub>2</sub> en 2020. La chancelière s'est félicitée que l'Allemagne soit la première grande nation industrielle à prendre le virage vers les énergies renouvelables.

L'Allemagne envisage de nombreux programmes de substitution fondés sur le recours au développement de l'éolien off shore, la construction de nouveaux réacteurs classiques au gaz, au fioul, ou au charbon. Autre exemple, l'Allemagne veut atteindre 1 million de véhicules fonctionnant à l'électricité et pour cela doubler ses aides publiques pour en développer la production. (Elle n'en compte que 1500 aujourd'hui). Mais le projet d'exploitation à grande échelle se trouve quant à lui dans les déserts d'Afrique et devrait couvrir à l'horizon 2050, les besoins en énergie du proche orient, de l'Afrique du nord et fournir 15 % de la consommation de l'Europe. Ce projet lancé par des entreprises allemandes au sein d'un consortium desertec semble boudé par la France.

Ce projet repose sur le fait qu'un vingtième de la surface du Sahara couverte de capteurs solaires suffirait à approvisionner la planète en électricité. Il vise à connecter plusieurs grandes centrales solaires thermiques et peut-être d'autres installations

d'énergies renouvelables (fermes éoliennes) entre elles ainsi qu'au réseau de distribution de l'électricité qui alimente l'Afrique du Nord, l'Europe et le Moyen-Orient.

Mais Desertec ne se limitera pas à la production d'énergie : il participera aussi au développement des pays en créant de nombreux emplois locaux, s'appuyant sur l'expérience de la main d'œuvre locale acceptant de travailler dans les conditions très difficiles du désert.

La presse française de son côté et les hommes politiques français de tout bord, soupçonnent l'Allemagne à faire cavalier seul sans concertation avec son partenaire privilégié.

Dans ce contexte spécifique la sortie du nucléaire est un nouveau révélateur d'une houleuse relation franco-allemande où les lobbyings énergétiques de part et d'autre du Rhin n'ont pas dit leur dernier mot.

Il apparaît clairement que depuis quelques mois et malgré les rencontres formelles et informelles entre décideurs de part et d'autre du Rhin l'approche de nombreuses questions qu'elles soient de politique étrangères, sociétales ou économiques posent problèmes. Comme l'indique un diplomate français « Nous sommes dans une période tumultueuse de la relation franco-allemande ».

Alexandre Wattin  
Chargé de mission pour l'Etranger en Allemagne

#### *4/ Diner débat à Saint Jean de luz*



Pas de vacances pour LE CHENE des Pyrénées Atlantiques, Henri Levréro et son équipe poursuivent le débat d'idées, ce soir une centaine de membres et de sympathisants se sont retrouvés au restaurant la Kantxa à Saint Jean de Luz. De nombreux élus nous ont fait l'honneur de partager ce moment de convivialité dont Peyuco DUHART, Maire de Saint Jean de Luz, Barthélémy BIDEGARRAY, Maire d'URCUIT, Paul BAUDRY, Maire de BASSUSSARRY et Président de la Communauté de Communes d'Errobi. Au sortir du conseil municipal, la Présidente du CHENE, Michèle ALLIOT-MARIE, a tenu à passer un moment pour saluer militants et sympathisants, en compagnie du Ministre des relatins avec le parlement Patrick OLLIER, également Délégué Général du CHENE. Le Président de l'association ZUBIA, Christian VIGNAU nous a présenté son association créée il y a 27 ans, qui a pour but de faire de la prévention contre l'utilisation des drogues, ils interviennent essentiellement dans les écoles du CM2 jusqu'en terminale dans les lycées. Pour Monsieur VIGNAUX la meilleure des préventions se sont les témoignages de personnes ayant été confrontées à la drogue ou à des drogués dans leur entourage proche. Ils participent également avec les associations sportives par le biais de parrainage "le sport oui, la drogue non merci". Le vice-président de ZUBIA, Monsieur Jacques MOLIES a insisté sur le fait que le cannabis est une drogue comme les autres. Il nous a parlé de la différence entre la dépénalisation du cannabis, qui reviendrait à laisser la consommation et la vente de cannabis non répréhensible avec aucun contrôle sur les produits vendus laissant libre les marchands de vendre n'importe quoi ; et la légalisation de la drogue qui consisterait à encadrer le commerce du cannabis en contrôlant le produit de sa fabrication jusqu'au consommateur voire en y adjoignant des taxes ; ce qui ferait du cannabis une drogue identique à l'alcool ou encore le tabac qui sont des drogues légales. A l'issue des deux exposés, un échange de questions où chacun a pu faire part de son vécu ou de ses inquiétudes face à ce terrible sujet de société que représente la drogue.